

hat weit über die Landesgrenzen hinaus ein erfreuliches Echo gefunden. Aehnliches ist für die Entwicklung eines ganzheitlichen Umweltschutzbewusstseins bei den Erwachsenen und bei den Kindern zu schaffen.

Um es noch einmal zu bestätigen: Der Bundesrat teilt die Auffassung der Herren Nationalräte Bratschi und Binder über die Notwendigkeit und Dringlichkeit des Umweltschutzes. Die Vielgestaltigkeit der Aufgabe und die hohen Kosten, die sie der Oeffentlichkeit und den Privaten auferlegen wird, dürfen aber nicht verkannt werden. Die Kosten lassen sich heute schlechtdings noch nicht beziffern. Es kann als unbestritten gelten, dass sie im Grundsatz nach dem Verursacherprinzip, wie Herr Nationalrat Bratschi dies wünscht, zu decken sind, und damit werden wir auch die Gewähr haben, dass das Bundesbudget über den Umweltschutz, wenn es auch wesentlich ansteigen wird, doch nicht die Höhe des Militärbudgets erreichen wird. Damit die Wissenschaft, die Technik, die Kantone und Gemeinden sowie die Wirtschaft an der Umweltschutzpolitik mitgestalten können, ist vorgesehen, demnächst je eine beratende Kommission für Gewässerschutz und für Lärmbekämpfung einzusetzen sowie den Auftrag an die seit zehn Jahren erfolgreich wirkende Kommission für Lufthygiene neu zu umschreiben. Der Bundesrat ist mit der Ueberweisung der Motion von Herrn Nationalrat Binder einverstanden und glaubt, damit auch die Fragen der Interpellation von Herrn Nationalrat Bratschi beantwortet zu haben.

Präsident: Der Interpellant hat Gelegenheit, zu erklären, ob er von der Antwort des Bundesrates befriedigt ist. — Herr Bratschi erklärt sich befriedigt.

Der Bundesrat ist bereit, die Motion Binder entgegenzunehmen. Wird sie aus der Mitte des Rates bekämpft? Das ist nicht der Fall. Die Motion ist überwiesen.

10 797. Motion Martin. Plastik-Gefässe Récipients en plastique

Wortlaut der Motion vom 17. Dezember 1970

In Anbetracht der Tatsache, dass die Verbrennung der Polyvinylchlorid-Gefässe (Plastik) schon bald zu einer schwerwiegenden Verunreinigung unserer Umwelt führen wird, verlangen die Unterzeichneten durch diese Motion, dass der Gebrauch solcher Gefässe und insbesondere der Flaschen verboten wird.

Texte de la motion du 17 décembre 1970

Vu les conséquences de l'incinération des récipients en chlorure de polyvinyle (plastique) qui, à brève échéance, seront une cause grave de pollution de notre environnement, les soussignés demandent, par voie de motion, l'interdiction d'utiliser ces récipients, les bouteilles notamment.

Mitunterzeichner — Cosignataires: Aebischer-Fribourg, Barras, Bussey, Chevallaz, Clottu, Felber, Gianella, Junod, Sauser, Thévoz

(10)

M. Martin: En décembre 1970, il y a donc neuf mois — c'est la durée normale de gestation du petit d'homme pour qu'il parvienne à une heureuse naissance, et j'en déduis qu'il en sera de même pour ma motion — j'ai déposé cette motion demandant l'interdiction d'utiliser des récipients en plastique, plus précisément en chlorure de polyvinyle. Ce produit est utilisé pour produire des bouteilles diverses livrées aux consommateurs comme emballages perdus.

Plusieurs collègues se sont déjà préoccupés, tant au Conseil des Etats qu'au Conseil national, de la question de la vente des denrées alimentaires selon la formule «emballage perdu» («Wegwerfpackungen» oder «Wegwerfflaschen»). Tout dernièrement, le Conseil fédéral a donné une réponse écrite à une motion Hofer-Flawil, qui demandait l'interdiction des emballages qui ne peuvent être détruits ou dont la destruction met l'environnement en danger. En général, le Conseil fédéral a répondu dans un sens favorable à ces interventions. Il a précisé que des études sont en cours et a rappelé notre participation aux travaux de «l'Association internationale pour les résidus solides», tout en soulignant que les problèmes posés sont délicats sur le plan juridique. Je conviens de la complexité de la question, mais sans m'attarder à tous les aspects posés par ces emballages, j'aimerais n'en retenir qu'un qui me semble d'une particulière gravité. C'est celui de l'emploi du polyvinyle de chlorure qui permet de produire des bouteilles d'un aspect agréable et de plus extrêmement légères, puisqu'elles pèsent moins de 50 grammes pour un litre et demi. Or, leur utilisation tend à se généraliser pour la livraison des boissons les plus diverses. Il s'agit donc dans ce cas particulier d'une matière très précise, dangereuse finalement pour l'environnement.

D'abord, qu'est-ce que le polyvinyle, formule abrégée pour le polychlorure de vinyle? C'est un composé de chlore pour 56,8 pour cent, de carbone pour 38,4 pour cent et d'hydrogène pour 4,8 pour cent. C'est un matériau de bonne qualité, durable et même impénétrable. On le retrouvera vraisemblablement intact dans une centaine d'années, si ce n'est plus, car il est pratiquement indestructible, sauf par le feu.

L'extension de ce type d'emballage est très rapide et, selon les statistiques des fabricants, la production passera de 75 millions de bouteilles en 1968 à 4 milliards en 1973. Il s'agit là d'une méthode nouvelle qui facilite le travail du producteur de boissons alcoolisées ou non. En effet, il n'a plus à reprendre, à nettoyer et à transporter les verres vides; c'est le consommateur ou les pouvoirs publics qui doivent s'en charger. C'est là un premier inconvénient qui ne tardera pas à devenir grave du fait du volume des bouteilles perdues à transporter et à détruire. Ainsi, les autorités de la ville de Hambourg ont fait le petit calcul suivant: lorsque l'emploi de la bouteille perdue pour la bière et les boissons non alcoolisées sera réalisé, ce qui représentera 300 millions de bouteilles perdues par an, il faudra ajouter aux moyens actuels 58 000 poubelles d'une contenance de 110 litres, 23 véhicules à ordures et 140 ouvriers. Cela entraînera un budget de 2½ fois plus élevé que l'actuel.

Cependant, l'aspect financier du problème demeure malgré tout secondaire, car il y a plus grave. En effet, même si l'on admet que les emballages plastiques ne constituent que le 20 pour cent du total des ordures ménagères, il est intéressant de connaître l'opinion du

professeur Braun, de l'Ecole polytechnique de Zurich, président de l'Association pour la protection de l'air et de l'eau en Suisse, l'un des grands spécialistes en la matière. A la récente exposition «Pro aqua, pro vita», à Bâle, il a déclaré ceci: En 1970, on a utilisé en Suisse 245 000 tonnes de matières artificielles dont 33 000 tonnes de polyvinyle; les 10 pour cent environ de cette masse parviennent dans les ordures sous forme d'emballages. Or il faut compter avec un dépôt de 700 grammes à 1 kilo d'emballages en polyvinyle par habitant et par an. Selon l'Institut Batelle de Francfort, cette quantité triplera jusqu'en 1980. Or, de l'avis unanime des spécialistes, on ne peut détruire le polyvinyle qu'en le brûlant. Il dégage alors plus de 50 pour cent de chlore ou, plus précisément, d'acide chlorhydrique; c'est ainsi qu'un kilo de polyvinyle envoie dans l'atmosphère 580 grammes d'acide chlorhydrique. Même si l'on admet qu'une fraction de cette quantité se combine avec d'autres éléments lors de la combustion des ordures, il n'en reste pas moins qu'un volume énorme de chlore, soit plus de 10 000 tonnes environ, se répand dans l'atmosphère de notre pays chaque année. Ce gaz est très nocif et s'attaque à tout, en particulier aux métaux, à la flore, à la faune et, finalement, à l'homme. Il constitue donc un agent de pollution redoutable.

Aussi, si l'on se fonde sur le nouvel article 24*septies* de la constitution, approuvé unanimement et massivement par le peuple en juin dernier, comme on le rappelait tout à l'heure, il apparaît que l'on devrait interdire purement et simplement l'emploi du polyvinyle pour les emballages, en suivant l'exemple d'autres pays. Ainsi, 21 Etats des USA ont établi une législation tendant à interdire la bouteille en polyvinyle. En Suède et au Danemark, on va procéder de même. L'article 24*septies*, accepté cette année, dit entre autres que la Confédération combat la pollution de l'air et du bruit. Elle est donc en mesure d'intervenir, et il nous semble que c'est le moment de passer aux actes, ceci étant d'autant plus facile qu'il existe des matières plastiques non toxiques et facilement dégradables, sans parler du verre à l'utilisation duquel on pourrait en rester ou revenir, comme le font déjà certaines grandes entreprises commerciales.

Agissons avant qu'il ne soit trop tard et avant que l'emploi du polyvinyle ne se soit généralisé. C'est pourquoi, sans attendre des études compliquées et des avis parfois divergents, je vous demande de prendre cette motion en considération, en priant le Conseil fédéral de présenter des propositions pour la réaliser. On contribuera ainsi à protéger l'environnement et on évitera à l'avenir des frais considérables pour les pouvoirs publics.

Bundesrat Tschudi: Die Motion von Herrn Nationalrat Hofer, die ursprünglich ebenfalls auf der Traktandenliste für die heutige Sitzung stand, betrifft weitgehend das gleiche Problem, wie die Motion von Herrn Nationalrat Martin. Die Motion Hofer wird schriftlich beantwortet. Ich darf deshalb auf diesen Text verweisen und um des Zeitgewinnes willen darauf verzichten, die gesamten Darlegungen zu wiederholen.

Die Verwendung von Plastikgebinden ist eine Begleiterscheinung der modernen Konsumwirtschaft und hat in den Nachkriegsjahren stetig zugenommen. Diese Entwicklung ist auf Rationalisierungsbestrebungen in Industrie und Handel und nicht zuletzt auch auf die

technischen, lebensmittelhygienischen sowie ästhetischen Vorzüge gewisser Produkte und Gebinde zurückzuführen. Fundierte Schätzungen zeigen, dass der Anteil an Verpackungsmaterialien aus Cellulose, Metall, Glas und Kunststoffen bereits 40 Gewichtsprozent des gesamten Kommunalkehrs ausmacht. Gemessen an chemisch normaler Zusammensetzung sind die Kunststoffe zurzeit mit bloss 3 Gewichtsprozenten vertreten. Teilt man diese Kunststoffabfälle in verschiedene Gruppen auf, so machen die Polylefine und die Polystyrole etwa 85 Prozent, das Polyvinyl, das vom Motionär anvisierte PVC, nur etwa 13 Prozent aus. Der Anteil von PVC an der gesamten in der Schweiz anfallenden Kehrichtmenge dürfte deshalb zurzeit rund etwa 0,4 Prozent betragen. PVC-Abfälle setzen sich zu rund zwei Dritteln aus Einweggebinden und zu einem Drittel aus Bodenbelägen, Kunstleder, Spielzeugen, Rohrstücken und elektrischen Installationen zusammen. Es trifft in der Tat zu, dass gewisse Kunststoffe, insbesondere das PVC, bei der Kehrichtverbrennung zu beachtlichen Korrosionsschäden an den Einrichtungen beitragen können. Die Verbrennung verschiedener Kunststoffanteile kann außerdem zum Anstoss chlor-, fluor- und schwefelhaltiger Abgase führen. Infolge der sich bei der Verbrennung abspielenden komplexen Vorgänge und der heterogenen Zusammensetzung der Rauchgase ist es zurzeit kaum möglich, bestimmte Korrosionsschäden an Anlagen oder bestimmte Konzentrationen an Schadstoffen in der Luft unmittelbar und ohne Schwierigkeiten im Zusammenhang mit bestimmten mitverbrannten Kunststofferzeugnissen zu bringen. Diese Schwierigkeit ist möglicherweise auf die Tatsache zurückzuführen, dass der Anteil tatsächlich suspekter Kunststoffe noch verhältnismässig klein ist und zurzeit, mindestens was die Immissionen anbetrifft, noch nicht zu Besorgnis Anlass gibt.

Bei der geordneten Deponie bieten weder die Kunststoffanteile im allgemeinen noch das PVC im besonderen Schwierigkeiten technischer oder gewässerschützlicher Art. Solche praktisch nicht abbaubare Kunststoffe geben zurzeit in der Deponie zu keinerlei Beunruhigung Anlass. Trotzdem sind wir der Auffassung, dass der Fabrikation von Plastikmaterial auch vom Standpunkt des Gewässerschutzes aus grösste Beachtung geschenkt werden muss.

Diese Erwägungen lassen den Schluss zu, dass im Sinne des Herrn Motionärs ein Verbot für solche Kunststoffe zu erwägen ist, deren Beseitigung zu Schäden führt und insbesondere die Umwelt gefährdet. Dabei ist, wie schon dargelegt, zu beachten, dass konzenterweise nicht nur Einweggebinde dieser Art, sondern alle übrigen Abfälle gleicher oder ähnlicher Zusammensetzung verboten oder zumindest von der Verbrennung ferngehalten werden müssten, also Bodenbeläge, Kunstleder, Spielzeuge aus PVC und so weiter.

Nach Artikel 22 des neuen Gewässerschutzgesetzes, über den ich mich soeben geäussert habe und den Sie definitiv in dieser Session noch anzunehmen haben werden, erlässt der Bundesrat Bestimmungen über Erzeugnisse, die nach Art ihrer Verwendung ins Wasser gelangen und gemäss ihrer Zusammensetzung nachteilige Wirkungen für Abwasseranlagen oder für die Gewässer haben können. Nötigenfalls kann der Bundesrat die Herstellung, die Einfuhr und das Inverkehrbringen von Erzeugnissen verbieten, deren einwandfreie Beseitigung im Sinne dieses Gesetzes nicht möglich ist oder unverhältnismässig hohe Kosten verursacht. Wir sind der

Auffassung, dass in der künftigen Immissionsschutzgesetzgebung entsprechende Regelungen für Produkte, wie sie Herr Nationalrat Martin anvisiert, getroffen werden können, dass also der Artikel 22 des Gewässerschutzgesetzes als Vorbild, als Beispiel für eine entsprechende Regelung auch gegenüber Luftimmissionen verwendet werden soll. Es ist dabei selbstverständlich eine zweckmässige Harmonisierung der in der Gewässerschutz- und in der Immissionsschutzgesetzgebung zu regelnden Angelegenheiten anzustreben. Wir könnten also bei dieser Sachlage die Motion von Herrn Nationalrat Martin entgegennehmen. Nun hat aber der Bundesrat empfohlen, die Motion Hofer, die nahezu den gleichen Gegenstand betrifft, als Postulat zu überweisen. Es scheint mir, dass der Gerechtigkeit halber beide Vorstösse gleich behandelt werden sollten. Die Motion Hofer kommt nun heute nicht zur Behandlung, weil Herr Nationalrat Hofer nicht anwesend ist. Ich möchte Herrn Nationalrat Martin nahelegen, seine Motion in ein Postulat umzuwandeln. Ich möchte noch eine allgemeine Feststellung anschliessen, die vielleicht von Bedeutung ist.

Auf der Traktandenliste dieser Herbstsession finden sich nicht weniger als 29 Motionen. Allein das Eidgenössische Departement des Innern betreffen 12 Motionen. Es ist für den Ständerat undenkbar, alle diese Motionen auch noch zu behandeln, für jede dieser Motionen eine Kommission einzusetzen, Beratungen anzuberaumen in den wenigen Wochen bis zur Winteression. Die Ueberweisung der zahlreichen Motionen ist also die sicherste Gewähr für eine Verzögerung der Behandlung einer Angelegenheit. Es scheint mir deshalb, dass besonders in Fragen wie derjenigen, die Herr Nationalrat Martin aufgeworfen hat, die liquid sind, für die eine entsprechende Regelung bereits im Gewässerschutzgesetz vorhanden ist, eine Regelung, die uns als Vorbild für die kommende Immissionsschutzgesetzgebung dienen kann, es sich erübrigt, eine Motion an den Ständerat zu überweisen. Mindestens zum Teil wird die rechtliche Basis für den Vorstoss von Herrn Nationalrat Martin bereits in dieser Session geschaffen.

Ich möchte also positiv zum Vorstoss Stellung nehmen, aber eher empfehlen, ihn als Postulat zu überweisen.

Präsident: Der Bundesrat ist bereit, die Motion in der Form eines Postulates anzunehmen.

M. Martin: Je voudrais d'abord remercier M. le conseiller fédéral Tschudi de la réponse qu'il a donnée à la motion au nom du Conseil fédéral et de tous les éléments positifs que contient cette réponse. Il a reconnu les dégâts causés par la destruction de certaines matières plastiques, notamment le polyvinyle. Même si cette matière d'emballage ne représente actuellement qu'une très faible part du total des ordures ménagères, elle existe et cette part va s'accroître. M. le conseiller fédéral Tschudi admet également la possibilité d'introduire, dans la loi sur la protection de l'environnement et notamment dans son article 22, des interdictions d'emploi de ces matières. Il y a peut-être un point sur lequel je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui: lorsqu'il met sur le même pied la motion Hofer et la mienne. La motion Hofer est beaucoup plus générale, alors que la mienne vise quelque chose de très précis.

Si M. le conseiller fédéral Tschudi peut me donner l'assurance que cette question sera réglée dans un ave-

nir relativement proche — je dis bien relativement proche — et dans le cadre de la loi que l'on va élaborer, je serai d'accord de transformer ma motion en postulat, mais à cette condition seulement.

Präsident: Herr Martin ist mit der Umwandlung in ein Postulat einverstanden, sofern Herr Bundesrat Tschudi die gewünschte Zusicherung abgibt.

Herr Bundesrat Tschudi wäre damit einverstanden.

Wird das Postulat von einem Ratsmitglied bekämpft? — Es ist nicht der Fall. Das Postulat ist überwiesen.

10 634. Interpellation Grolimund. Transformer-Stationen und Gewässerschutz

Transformateurs et protection des eaux

Wortlaut der Interpellation vom 23. Juni 1970

Durch die am 27. Dezember 1967 vom Eidgenössischen Departement des Innern erlassenen «Technischen Tankvorschriften» sind eingehende Bestimmungen zum Schutze der Gewässer gegen Verunreinigung erlassen worden. Diese Vorschriften beziehen sich in erster Linie auf die Herstellung, den Einbau und die Wartung von Brenn- und Treibstoffbehältern. Sie gelten sinngemäss auch für Lagereinrichtungen.

Es gibt jedoch noch eine andere, in den Vorschriften nicht erwähnte Art von wassergefährdenden Oelbehältern: die Transformatorenstationen für Energieübertragungen. Diese stehen oft auf Grundwasserzonen und stellen wegen der grossen Mengen verwendeten Oeles für die Wasservorkommen eine beträchtliche Gefahr dar.

Der Bundesrat wird deshalb eingeladen, darüber Auskunft zu geben, was auf diesem Gebiet zum Schutze der Gewässer bereits getan worden ist und ob für solche Anlagen noch besondere Vorschriften erlassen werden.

Texte de l'interpellation du 23 juin 1970

En édifiant, le 27 décembre 1967, ses «prescriptions techniques applicables à l'entreposage des liquides», le Département fédéral de l'intérieur a établi des dispositions étendues pour assurer la protection des eaux contre la pollution. Ces prescriptions ont trait en premier lieu à la construction, à la mise en place et à l'entretien des réservoirs utilisés pour l'entreposage de combustibles et de carburants liquides. Elles s'appliquent aussi, par analogie, à toutes les autres installations d'entreposage.

Or il existe une autre catégorie de réservoirs d'huiles minérales pouvant altérer les eaux qui n'est pas mentionnée par les prescriptions: les stations de transformateurs pour la transmission d'énergie électrique. Ces stations sont souvent construites dans des zones où se trouvent des nappes phréatiques et constituent un véritable danger pour les eaux souterraines en raison des grandes quantités d'huile utilisées.

Motion Martin. Plastik-Gefässe

Motion Martin. Récipients en plastique

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1971
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	10797
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.09.1971
Date	
Data	
Seite	992-994
Page	
Pagina	
Ref. No	20 000 443